

(Source : [Cyberpresse](#))



Des étudiants, membres du Parti communiste grec, participent à une manifestation dénonçant les mesures d'austérité dans les rues d'Athènes. PHOTO: YANNIS BEHRAKIS, REUTERS

Les rues d'Athènes ont été paralysées jeudi par une grève des transports, en prélude à un mois d'octobre social chaud, après les nouvelles mesures d'austérité décidées par le gouvernement grec qui tente d'éviter une faillite du pays «à l'Argentine».

Athènes était privée de tout transport public, ainsi que de taxis, opposés à un projet de libéralisation de leur secteur, tandis qu'enseignants et employés municipaux avaient également prévu des arrêts de travail.

Le recours aux voitures particulières pour les déplacements a conduit à la formation d'énormes embouteillages dans la ville, dont certaines rues du centre avaient été fermées en raison des manifestations prévues.

Les contrôleurs aériens ont aussi observé un arrêt de travail de quatre heures, forçant les compagnies aériennes à annuler ou reporter des vols.

Sur fond d'aggravation de la récession (PIB de -5% prévu en 2011) et du chômage (taux à 16% au 2e semestre), les syndicats ont annoncé mercredi que le secteur public serait en grève le 5 octobre et une grève générale de 24 heures est prévue le 19.

Ces mouvements sociaux reflètent la colère, l'incrédulité et la consternation de la population grecque, devant le nouveau tour de vis annoncé la veille par le gouvernement, qui a décidé de baisser les retraites supérieures à 1200 euros mensuels, de mettre au chômage technique 30 000 salariés du secteur public d'ici à la fin 2011 et d'abaisser le seuil minimum d'imposition à 5000 euros de revenus par an.

Le premier ministre Georges Papandréou a appelé jeudi les Grecs à faire «encore un effort» pour éviter la faillite et garantir la poursuite du soutien des créanciers du pays, l'Union européenne et le Fonds monétaire international.

«Il n'y a pas d'autre voie, l'autre voie serait la faillite avec des répercussions lourdes pour chaque ménage», a dit M. Papandréou.

La Grèce veut convaincre ses créanciers de lui verser une sixième tranche de huit milliards d'euros du prêt consenti en mai 2010, sans laquelle elle risque de se retrouver en cessation de paiement dès octobre.

Les dirigeants de la troïka des créanciers doivent revenir à Athènes la semaine prochaine, après avoir imposé au gouvernement de revoir sa copie.

Mais les milieux d'affaires du pays ne cessent de s'inquiéter. «La Grèce se transforme en hospice pour les pauvres, avec de nouvelles mesures annoncées chaque jour et chaque semaine», a commenté le patron de la Chambre de commerce et d'industrie d'Athènes, Constantinos Michalos, à la télévision publique Net.

«Il n'y a pas de boussole, ce gouvernement ne sachant pas où il va», a-t-il lancé.

Le malaise est aussi perceptible dans les rangs des députés qui doutent de ces nouvelles mesures d'austérité après plus de deux années de récession.

Le ministre grec des Finances Evangélos Vénizélos a indiqué jeudi que le pays faisait tout ce qu'il pouvait pour éviter une situation de crise «à l'Argentine», lorsque ce pays acculé à dû brusquement faire défaut sur sa dette et dévaluer sa devise il y a dix ans.

«La situation est extrêmement critique et je pourrais dire dangereuse» a-t-il dit.

«Il y a beaucoup de nervosité dans la zone euro, le système bancaire européen et l'économie mondiale, nous faisons tous les efforts que nous pouvons pour nous protéger et éviter la crise. Car une crise, c'est ce qui s'est passé en Argentine en 2000», indiqué le ministre.

«Nous devons résister», a dit, comme en écho, le dirigeant du syndicat des employés du métro Antonis Stamatopoulos à la télévision publique NET. «Dans le passé, même les envahisseurs allemands ou turcs de la Grèce n'avaient jamais imposé de tels impôts».

Près de 3000 personnes, des employés des collectivités locales, des instituteurs et des profs, menacés de chômage technique, ont manifesté dans le centre d'Athènes dans la journée, un autre défilé à l'appel de la gauche radicale est prévu en soirée.

Georges Charissis, manifestant et vice-président du syndicat des collectivités locales, a déploré auprès de l'AFP le nombre de licenciements prévus.

«Or ce n'est pas que le personnel est surabondant, simplement, ils veulent supprimer des services publics, surtout les services d'assistance sociale», a-t-il dit.

Partager cet article :

[Facebook](#)
[Twitter](#)
[Google+](#)
[Pinterest](#)

À lire également :



[Colère en Chine, désenchantement social au Chili : manifs, manifs et manifs...](#)

NE SAUVONS
PAS
LE SYSTEME
QUI NOUS
BROIE !
MANIFESTE
POUR UNE
DESOBEIS-
SANCE
GENERALE

Ne sauvons pas le système qui nous broie



Grande-Bretagne : 35 000 personnes manifestent pour dénoncer les coupures budgétaires



États-Unis : les mobilisations contre le monde de la finance touchent plus de 800 villes, un chef républicain les traitent de « voyous »